

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale

## Décret n° du

portant modification de statuts particuliers des personnels enseignants relevant du ministre chargé de l'éducation nationale

NOR : [...]

### Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.912-1-1 et L521-1 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 50-581 du 25 mai 1950 modifié portant fixation des maximums de service hebdomadaire du personnel enseignant des établissements d'enseignement du second degré ;

Vu le décret n° 50-582 du 25 mai 1950 modifié portant fixation des maximums de service hebdomadaire du personnel des établissements publics d'enseignement technique ;

Vu le décret n°86-492 du 14 mars 1986 modifié relatif au statut particulier des professeurs d'enseignement général de collège ;

Vu le décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 modifié relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel ;

Vu l'avis du comité technique ministériel de l'éducation nationale en date;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

**Décète :**

## CHAPITRE I<sup>ER</sup>

### **DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU DECRET N° 50-581 DU 25 MAI 1950 PORTANT REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR LA FIXATION DES MAXIMUMS DE SERVICE HEBDOMADAIRE DU PERSONNEL ENSEIGNANT DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE**

#### **Article 1er**

Au 2° de l'article 6 du décret n°50-581 du 25 mai 1950 susvisé les mots « aux articles 1er et 4 du présent décret. » sont remplacés par les mots « à l'article 2 du décret n°2014-XX du xx xx 2014. ».

#### **Article 2**

Au 2° de l'article 7 du même décret les mots « aux articles 1er et 4 du présent décret. » sont remplacés par les mots « à l'article 2 du décret n°2014-XX du xx xx 2014. ».

## CHAPITRE II

### **DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU DECRET N° 50-582 DU 25 MAI 1950 PORTANT REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR LA FIXATION DES MAXIMUMS DE SERVICE HEBDOMADAIRE DU PERSONNEL DES ETABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**

#### **Article 3**

Au troisième alinéa de l'article 6 du décret n°50-582 du 25 mai 1950 susvisé les mots « aux articles 1er et 4 du présent décret. » sont remplacés par les mots « à l'article 2 du décret n°2014-XX du xx xx 2014. ».

## CHAPITRE III

### **DISPOSITION PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°86-492 DU 14 MARS 1986 RELATIF AU STATUT PARTICULIER DES PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE COLLEGE**

#### **Article 4**

L'article 25 du décret n°86-492 du 14 mars 1986 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans le cadre de la réglementation applicable à l'ensemble des fonctionnaires en matière de temps de travail, les professeurs d'enseignement général de collège sont tenus de fournir, sur l'ensemble de l'année scolaire :

I- Un service d'enseignement dont les maxima hebdomadaires sont les suivants :

1° Dix-huit heures pour ceux enseignant les disciplines littéraires, scientifiques, technologiques et artistiques ;

2° Vingt heures pour ceux enseignant l'éducation physique et sportive ;

3° Dix-neuf heures pour ceux assurant au moins neuf heures dans la discipline visée au 2° ci-dessus.

II- Les missions liées au service d'enseignement qui comprennent les travaux de préparation et les recherches personnelles nécessaires à la réalisation des heures d'enseignement, l'aide et le suivi du travail personnel des élèves, leur évaluation, le conseil aux élèves dans le choix de leur projet d'orientation en collaboration avec les personnels d'éducation et d'orientation, les relations avec les parents d'élèves, le travail au sein d'équipes pédagogiques constituées d'enseignants ayant en charge les mêmes classes ou groupes d'élèves ou exerçant dans le même champ disciplinaire. Dans ce cadre, ils peuvent être appelés à travailler en équipe pluri-professionnelle associant les personnels de santé, sociaux, d'orientation et d'éducation. ».

#### **Article 5**

Il est créé, après l'article 25 du même décret, un article 25-1, rédigé ainsi qu'il suit :

« Les professeurs d'enseignement général de collège peuvent, s'ils le souhaitent, au titre d'une année scolaire, exercer des missions particulières au niveau de leur établissement ou au niveau académique sous l'autorité du recteur de l'académie.

Les professeurs d'enseignement général de collège exerçant ces missions peuvent bénéficier d'un allègement de leur service d'enseignement attribué sur décision du recteur de l'académie. Lorsque la mission est réalisée au niveau de l'établissement, la décision du recteur intervient après proposition du conseil d'administration de l'établissement d'affectation de l'enseignant. ».

#### **Article 6**

Il est créé, après l'article 25-1 du même décret, un article 25-2, rédigé ainsi qu'il suit :

« Dans les établissements relevant de l'éducation prioritaire inscrits sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé de l'éducation nationale, pour l'application des maxima de service mentionnés à l'article 25 du présent décret, le temps consacré au travail en équipe nécessaire à l'organisation de la prise en charge des besoins particuliers des élèves qui y sont scolarisés, aux actions correspondantes ainsi qu'aux relations avec les parents d'élèves, est reconnu par la mise en œuvre d'une pondération.

Chaque heure d'enseignement est décomptée pour la valeur de 1.1 heure. ».

### **CHAPITRE IV**

### **DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU DECRET N° 92-1189 DU 6 NOVEMBRE 1992 RELATIF AU STATUT PARTICULIER DES PROFESSEURS DE LYCEE PROFESSIONNEL**

#### **Article 7**

L'article 30 du décret n°92-1189 du 6 novembre 1992 susvisé est abrogé.

#### **Article 8**

L'article 33 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour l'application de l'article 13 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, les candidats au détachement dans le corps des professeurs de lycée professionnel doivent justifier de la détention d'un master ou d'un titre ou diplôme reconnu équivalent par le ministre chargé de l'éducation.

Dans les spécialités professionnelles, les candidats au détachement dans le corps des professeurs de lycée professionnel doivent justifier de cinq années de pratique professionnelle ou d'enseignement de cette pratique et d'un brevet de technicien supérieur, ou d'un diplôme universitaire de technologie, ou d'un titre ou un diplôme de niveau égal ou supérieur, ou du bénéfice d'une action de formation continue conduisant à une qualification professionnelle de niveau III au sens de l'article L. 335-6 du code de l'éducation.

Dans les spécialités pour lesquelles il n'existe pas de diplôme supérieur au niveau IV au sens de l'article L. 335-6 du code de l'éducation, les candidats au détachement dans le corps des professeurs de lycée professionnel doivent justifier de sept années d'une pratique professionnelle ou d'enseignement d'une telle pratique et d'un diplôme de niveau IV.

Les fonctionnaires dont le détachement dans le corps des professeurs de lycée professionnel a été accepté, peuvent être tenus de suivre une formation organisée dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 10 du présent décret.

Les fonctionnaires admis à poursuivre leur détachement au-delà d'une période de deux ans se voient proposer l'intégration dans le corps des professeurs de lycée professionnel. L'intégration peut intervenir avant cette échéance sur demande de l'intéressé et après accord de l'administration.

Les services accomplis dans le corps ou cadre d'emplois d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le corps des professeurs de lycée professionnel. ».

## **CHAPITRE V DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 9**

A l'exception des articles 6 et 8 qui entrent en vigueur à la rentrée scolaire 2014, les dispositions du présent décret entrent en vigueur à la rentrée scolaire 2015.

### **Article 10**

Le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'économie et des finances, la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le .

Par le Premier ministre :

L[ ] ministre de [ ],

[Prénom NOM]

[L[ ] ministre de [ ],]

[Prénom NOM]

PROJET